

QUESTIONS ORALES

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PROBLÈMES MONÉTAIRES ET COMMERCIAUX—LES PROPOSITIONS AMÉRICAINES AU MARCHÉ COMMUN

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a mentionné avoir rencontré M. Malfatti «à la veille de l'examen par le Conseil des ministres des propositions américaines visant à une solution des problèmes monétaires et commerciaux actuels.» Pourrait-il nous dire très brièvement quelles sont ces propositions américaines?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il ne me revient pas de révéler ce que les États-Unis ont proposé au Marché commun. Je puis dire, cependant, que la liste en est très longue et que le Marché commun s'est étonné de l'étendue des concessions attendues de l'Europe; aussi, le Marché commun européen, comme nous d'ailleurs, se demande quoi penser des objectifs des États-Unis.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures maintient-il que, même si la Commission économique européenne a reçu une liste de propositions des États-Unis, le Canada n'a reçu aucune liste, ou propositions semblables des États-Unis?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas, je pense, la position prise par le gouvernement. J'ai entendu mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, dire que les propositions des États-Unis qui ont fait l'objet de pourparlers ont été discutées dans les journaux. Elles sont très bien connues. On leur a accordé beaucoup de publicité.

L'hon. M. Stanfield: Le secrétaire d'État aux affaires extérieures nous dirait-il ce que les États-Unis ont proposé au Canada en vue de régler leurs problèmes monétaires et commerciaux, surtout ce qu'ils ont proposé comme solution aux problèmes monétaires?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne parlais pas des problèmes monétaires en particulier lorsque j'ai évoqué les déclarations de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce. Autrement j'aurais évoqué les déclarations du ministre des Finances qui a dit sans ambages que, selon l'opinion canadienne, la politique actuelle du gouvernement canadien, celle du taux de change flottant, répond à toutes les exigences.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, puisque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a laissé entendre qu'on avait soulevé la question des négociations multilatérales, pourrait-il dire à la Chambre ce que le Canada serait censé faire pour rendre possible une solution multilatérale? Quel apport le Canada est-il censé contribuer de l'avis du Marché commun européen?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dit aux représentants du Marché commun européen ce que devrait être leur politique par rapport aux demandes des États-Unis, et M. Malfatti n'a pas jugé utile de me donner de conseils.

[M. l'Orateur.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES RÉPERCUSSIONS DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES MESURES GOUVERNEMENTALES ENVISAGÉES

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Étant donné que le président des États-Unis a signé le projet de loi concernant le programme DISC et que la situation n'est plus hypothétique, le premier ministre voudrait-il informer la Chambre des mesures que le gouvernement entend prendre pour parer à ce danger qui menace maintenant l'économie canadienne?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député a dû remarquer que le programme DISC a finalement été adopté sous une forme différente de la proposition originale. Nous étudions maintenant l'effet que pourra avoir ce programme modifié et nous verrons ainsi comment y adapter tout plan d'action; compte tenu de cette modification.

M. Burton: Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quand le gouvernement sera en mesure d'annoncer ce plan d'action?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous serons disposés à l'annoncer lorsque nous le jugerons opportun en fonction des effets sur l'économie canadienne.

LES EFFETS DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES ENTRETIENS AVEC LES PROVINCES ET LES ORGANISMES OUVRIERS

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a-t-il évalué les effets sur l'économie canadienne du programme américain DISC, maintenant en vigueur, puisque évidemment il a étudié les différentes propositions présentées, dont l'une a été adoptée, et doit avoir une idée de l'effet qu'elles auront sur notre économie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce a indiqué la semaine dernière que les conséquences du programme DISC varieraient considérablement selon diverses hypothèses d'application. Puisqu'on semble avoir diminué l'application du programme de moitié, ses conséquences seront probablement diminuées dans la même proportion.

• (2.50 p.m.)

L'hon. M. Hees: Le gouvernement s'est-il entretenu avec les représentants des provinces, des milieux d'affaires et du monde ouvrier pour essayer d'élaborer avec eux les mesures les plus efficaces que pourrait adopter le Canada en vue de neutraliser les effets du programme DISC?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les députés savent que nous avons rencontré des représentants des provinces, du patronat et du salariat ces dernières semaines et que nous avons discuté avec eux des mesures américaines et de leurs répercussions au Canada. Ces secteurs de l'économie n'ont pas, cependant, à établir leurs propositions de façon aussi concrète, efficace, que le gouvernement fédéral. Aussi, nous les avons consultés, les invitant à nous communiquer leurs suggestions, mais je ne puis dire qu'elles aient été tellement précises.